

Les attitudes à l'égard de l'immigration et leurs déterminants:

Principaux résultats de la 7^{ème} édition
de l'Enquête Sociale Européenne

Principaux
résultats de
l'Enquête
Sociale
Européenne

Numéro

7

Accéder aux données et à la documentation de l'ESS

Le Consortium pour l'Infrastructure de Recherche de l'Enquête Sociale Européenne (ESS ERIC) fournit un accès libre à l'ensemble de ses données et de sa documentation. Elles sont consultables et téléchargeables à l'adresse europeansocialsurvey.org.

Des initiatives spécifiques ont été mises en place afin de promouvoir l'accès et l'utilisation de jeux de données mis à jour régulièrement, y compris EduNet et NESSTAR, qui sont disponibles depuis le site internet de l'ESS.

EduNet

L'outil d'enseignement en ligne de l'ESS, EduNet, a été développé à destination de l'enseignement

supérieur. Il fournit des exemples clés-en-mains et des exercices conçus pour guider les utilisateurs au cours du processus de recherche, depuis la problématique théorique jusqu'à l'interprétation des résultats statistiques. Dix thématiques sont actuellement disponibles, sur la base des données issues de l'ESS.

NESSTAR

Le progiciel d'analyse en ligne de l'ESS utilise NESSTAR – un outil d'analyse de données en ligne. La documentation de NESSTAR est disponible auprès du centre de données en sciences sociales norvégien (www.nesstar.com).

L'Enquête Sociale Européenne sert comme un télescope aux chercheurs en sciences sociales, leur permettant d'éclairer les attitudes de la population en Europe. Les données transnationales collectées de façon rigoureuse par l'ESS, et leur analyse détaillée par des experts académiques, mettent en évidence à la fois des différences et des similitudes entre les pays européens, fournissant ainsi un contexte pour les observations de chaque pays.

Cette 7ème publication dans la série des bulletins des principaux résultats de l'ESS apporte un éclairage sur l'un des sujets les plus souvent analysés par les chercheurs : les attitudes face à l'immigration. Développé à partir de la conception du module immigration de la première édition de

l'ESS, ce nouveau module en reprend une série de questions permettant une comparaison directe entre 2002 et 2014. Le module de 2014 inclut également quelques nouveaux concepts ainsi que des questions détaillées sur des groupes spécifiques d'immigrés.

Je suis certain que ce module va susciter une attention significative aussi bien à l'intérieur qu'en dehors des universités. Je me réjouis de voir les nombreux papiers, chapitres de livres, conférences et coupures de presse qui trouveront origine dans ces données très opportunes, ainsi que les débats qu'elles stimuleront très certainement.

Rory Fitzgerald

Directeur de l'ESS ERIC
City, University of London (UK)

Les auteurs du présent bulletin:

Anthony Heath, Professeur de sociologie au Centre de recherches sociales, Nuffield College, Université d'Oxford;

Lindsay Richards, Chercheur postdoctoral au Centre de recherches sociales, Nuffield College, Université d'Oxford.

L'équipe de conception du questionnaire (QDT) qui a développé le module sur 'Les attitudes à l'égard de l'immigration et leurs déterminants' comprenait:

Eldad Davidov, Professeur de sociologie, Université de Zurich, Suisse; Robert Ford, Professeur de science politique, Université de Manchester, Royaume-Uni.; Eva Green, Chargée de cours au département de psychologie sociale, Université de Lausanne, Suisse; Alice Ramos, Chercheuse à l'Institut de Sciences Sociales, Université de Lisbonne, Portugal; Peter Schmidt, Professeur de science politique, Université Justus-Liebig, Giessen, Allemagne;

Ont également contribué à la conception de ce module les membres suivants de l'équipe centrale de l'ESS : Sarah Butt, Brita Dorer, Rory Fitzgerald, Yvette Prestage, Sally Widdop, Lizzy Winstone et Diana Zavala-Rojas.

Les attitudes à l'égard de l'immigration et leurs déterminants

Principaux résultats de la 7^{ème} édition de l'Enquête Sociale Européenne

Anthony Heath et Lindsay Richards

Introduction

L'immigration reste l'un des enjeux politiques les plus importants en Europe. Dans de nombreux pays, les électeurs considèrent l'immigration comme l'un des défis les plus importants, et les partis politiques de « droite radicale » qui s'opposent à l'immigration trouvent un soutien qui se confirme dans de nombreux endroits. Compte tenu des migrations importantes de travailleurs dans les pays d'Europe occidentale, et avec la pression continue à accepter des réfugiés et des demandeurs d'asile provenant des zones de guerre du monde entier, ce thème risque peu de perdre de son importance dans un avenir prévisible.

Pour mieux comprendre ces questions, la 7^{ème} édition (2014) de l'Enquête Sociale Européenne (ESS) a comporté un module de questions explorant l'opinion publique sur différents aspects de l'immigration. L'ESS est l'enquête transnationale la mieux cotée dans le monde en tant qu'enquête récurrente rigoureuse réalisée selon les plus hauts standards méthodologiques et scientifiques dans toute l'Europe. Le module fournit donc des données qui font autorité sur le soutien - ou l'opposition - à l'immigration au niveau international. Un certain nombre de questions posées dans la dernière édition sont une répétition des questions posées lors de la première édition de l'ESS il y a plus de dix ans (2002). Grâce à cela, nous pouvons utiliser l'ESS pour mettre en lumière l'évolution des attitudes dans le temps et comparer cette évolution entre différents pays européens.ⁱ

Le module inclus dans cette édition récente de l'ESS s'intéresse à des débats importants sur les origines des perceptions et attitudes du public vis-à-vis de l'immigration. Il permet aussi de mesurer les niveaux globaux de soutien ou d'opposition, ainsi que d'explorer les attitudes

envers les différents groupes de migrants, les critères guidant l'acceptation ou l'exclusion de ces différents groupes, la fréquence des contacts entre les répondants et les communautés de migrants, la perception des coûts/bénéfices de la migration, ou encore les principaux déterminants de ces attitudes.

Nous publions ici les résultats majeurs sur ce thème, en nous intéressant en particulier aux niveaux globaux de soutien, ou de rejet de l'immigration ; aux différences entre pays européens quant à leurs attitudes face à l'immigration ; au degré de différenciation que les publics européens font entre les différents types de migrants ; à la perception des coûts/bénéfices de l'immigration et à une mesure de la polarisation au sein des pays européens. Il faut cependant se souvenir que la passation sur le terrain de cette enquête a eu lieu largement avant la dernière « crise de réfugiés » provoquée par le conflit en Syrie. Au moment de la conception du module, l'afflux de réfugiés était assez faible et, logiquement, il avait été décidé de n'inclure dans le module qu'une seule question à ce sujet. Pour ces deux raisons, les attitudes face aux réfugiés ne seront pas traitées pas dans ce fascicule.

Les données de la 7^{ème} édition de l'ESS sont disponibles pour 21 pays : Autriche, Belgique, République tchèque, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Hongrie, Irlande, Israël, Lituanie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Slovaquie, Espagne, Suède, Suisse et au Royaume-Uni. La quasi-totalité de ces pays (à l'exception de l'Estonie et la Lituanie) a également participé à la première édition de l'ESS.ⁱⁱ Plus de 40 000 entretiens en face à face ont été menés dans les 21 pays, avec des questionnaires traduits et un travail de terrain réalisé selon un cahier des charges rigoureux défini par l'équipe scientifique centrale de l'ESS.ⁱⁱⁱ

Niveaux de soutien aux migrations

Pour commencer, arrêtons-nous sur une mesure sommaire qui permet d'avoir un aperçu des niveaux de soutien à l'immigration et des différences entre les 21 pays à cet égard. Nous nous référons aux réponses à la question :

Est-ce que les gens d'autres pays qui viennent vivre ici rendent la vie [dans ce pays] meilleure ou moins bonne ?

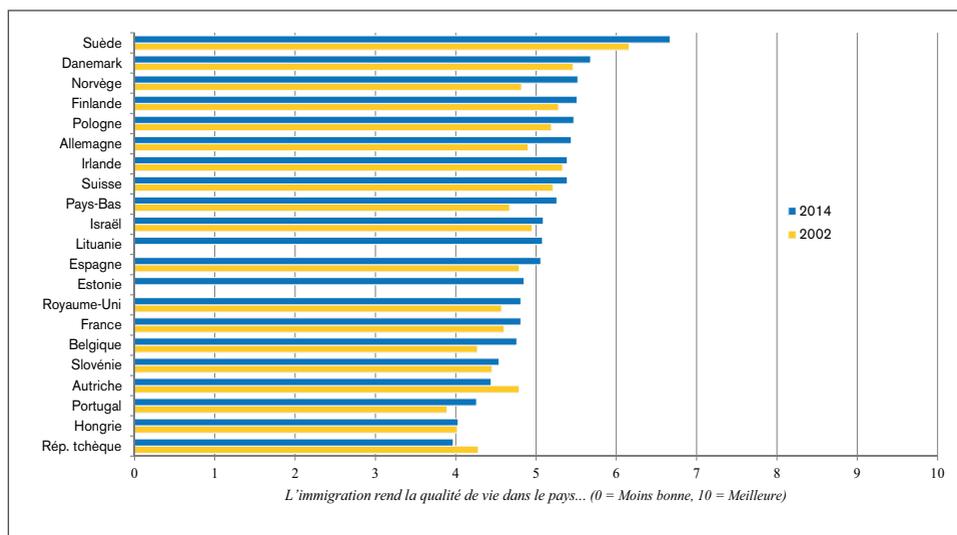
Les répondants ont donné leurs réponses sur une échelle de 0 à 10, 0 indiquant « moins bonne » et 10 « meilleure ». Cette question a été posée, sous une forme identique, tant dans la première que dans la dernière édition de l'ESS, ce qui nous permet de suivre l'évolution dans le temps du soutien à l'immigration.^{iv}

Étant donné la croissance de l'immigration dans beaucoup de ces pays depuis 2002^v, et l'importance politique croissante des débats sur l'immigration, nous nous attendions à constater une évolution vers des attitudes plus négatives.

Ce n'est pourtant pas ce que nous observons. Comme le montre la figure 1, dans l'ensemble, les publics européens sont devenus un peu plus positifs, et non plus négatifs, quant à l'effet de la migration sur leurs sociétés.^{vi} En 2002, le solde des opinions était légèrement négatif : treize pays avaient un score inférieur à 5 (le point médian de l'échelle). Par contre, en 2014, quatre de ces pays s'étaient déplacés en territoire positif avec des cotes moyennes supérieures à 5, alors que seuls deux pays (Autriche et République tchèque) ont fait le déplacement inverse en devenant moins favorables à l'immigration. Certes, dans la plupart des pays, les changements sont, dans l'ensemble, de faible ampleur et dans certains cas ne sont pas statistiquement significatifs.^{vii} La conclusion à retenir est donc celle d'une stabilité plutôt que d'une évolution dans les attitudes globales envers l'immigration.

On constate aussi une remarquable stabilité dans le temps des positions relatives des différents

Figure 1. Evaluation de l'effet de l'immigration sur la qualité de vie dans le pays en 2002 et 2014



Source: European Social Survey édition 1, 2002 et édition 7, 2014

pays: en 2002 et en 2014, le même groupe de pays présente les scores les plus positifs – Suède, Danemark et Finlande – et sur les deux mêmes mesures, ce sont les mêmes qui restent les plus négatifs – la République tchèque, la Hongrie et le Portugal. Dans les deux éditions, un certain nombre de pays se situent dans la moyenne – Allemagne, Pays-Bas, Espagne. La France et le Royaume-Uni restent également sur des positions relativement négatives à douze ans d'intervalle. Des recherches antérieures avaient déjà mis en évidence ces attitudes plus positives vis-à-vis de l'immigration dans les pays nordiques et plus négatives dans les pays d'Europe orientale.^{viii} Il y a cependant un certain nombre d'exceptions importantes à ces généralisations – par exemple la Pologne est un pays d'Europe orientale qui semble être relativement favorable à l'immigration.

Cette stabilité des attitudes vis-à-vis de l'immigration est assez surprenante. Il se pourrait qu'elle soit le résultat de poussées contradictoires. D'une part, l'afflux de migrants peut avoir augmenté la concurrence pour l'emploi et le logement, induisant des attitudes plus négatives. Par ailleurs, l'augmentation du nombre de migrants dans le pays augmente la probabilité de contacts avec les migrants et leurs enfants. Les recherches antérieures ont montré que le contact tend à favoriser des attitudes plus positives.^{ix}

La stabilité globale illustrée par la figure 1 peut également masquer certaines tendances contradictoires. Par exemple, si la moyenne générale a peu évolué, les populations européennes peuvent s'être polarisées au fil du temps – certains (par exemple ceux qui sont dans des positions économiques plus confortables) peuvent devenir plus positifs, tandis que d'autres (par exemple les plus vulnérables) peuvent être devenus plus négatifs. Une autre possibilité est que les attitudes à l'égard de certains types de migrants soient devenues plus négatives tandis que les attitudes envers d'autres catégories soient devenues plus positives. Nous explorerons ces questions dans la section suivante.

Catégories de migrants les mieux acceptées

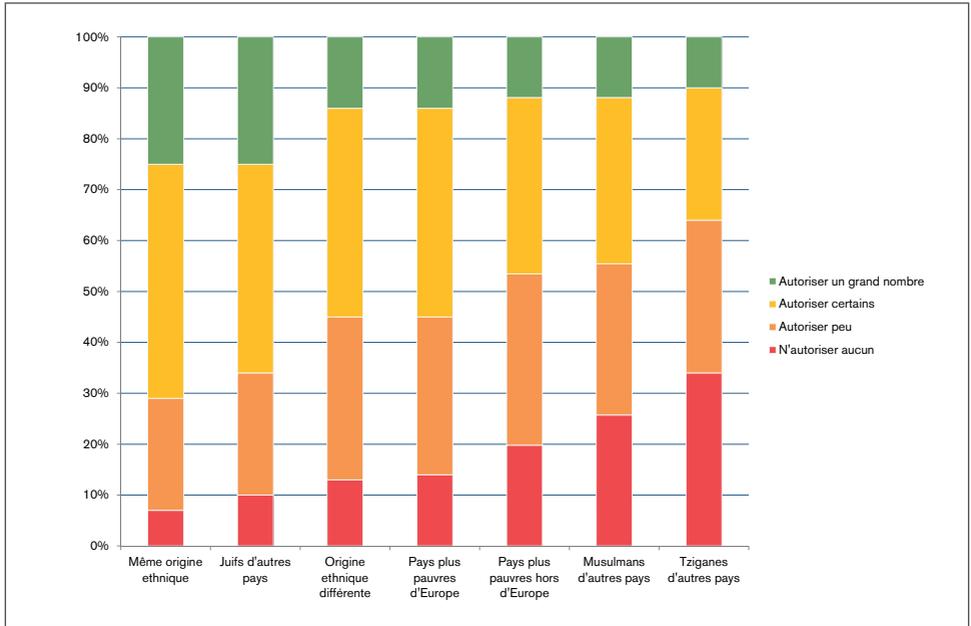
Il y a eu un débat considérable dans de nombreux pays occidentaux, non seulement sur les niveaux généraux de migration, mais aussi quant aux catégories de migrants qui arrivent. Des questions particulièrement controversées sont de savoir si les migrants peu qualifiés provenant de pays non européens devraient être contingentés ou si les migrants avec des origines culturelles différentes – typiquement les musulmans - devraient subir des restrictions au motif qu'ils seraient moins susceptibles de s'intégrer aux valeurs occidentales.

Un certain nombre de questions ont été posées dans la première et dans la septième édition de l'ESS sur l'acceptation de personnes provenant de différents pays ou cultures voulant venir vivre dans le pays. Dans la première édition de l'ESS, ces questions font la distinction entre migrants provenant de pays pauvres européens et non européens ainsi que celle entre personnes de même ethnie que la majorité de la population et celles d'origines différentes. Dans la 7^{ème} édition, elles ont été complétées par trois nouvelles questions portant sur les attitudes envers les Juifs, les Musulmans et les Tziganes.

Pour chaque groupe de migrants envisagé, les répondants ont indiqué si ils voudraient « permettre à beaucoup d'entre eux de venir vivre ici », en « autoriser certains », en « autoriser quelques-uns » ou n'en « autoriser aucun ».

La figure 2 montre qu'il y a une hiérarchie claire quant aux catégories de migrants les mieux acceptées. Les mieux acceptés sont les gens de même groupe ethnique que la population majoritaire dans le pays considéré. Les Juifs sont beaucoup mieux acceptés que les Musulmans, qui, à leur tour, sont préférés aux Roms. Cette hiérarchie dans l'acceptation des migrants a été relevée dans chacun des 21 pays, bien que certains – comme Israël et la Hongrie – font des distinctions plus nettes entre migrants, tandis que d'autre – comme la Suède et le Royaume-Uni – font moins de distinctions.

Figure 2. Attitudes envers les différentes sortes de migrants en 2014



Source: European Social Survey édition 1, 2002 et édition 7, 2014

Les réponses concernant les musulmans sont très semblables à celles sur les personnes venant de pays plus pauvres hors d'Europe. Une des raisons est peut-être que, dans de nombreux pays, les migrants musulmans viennent en fait de pays non européens plus pauvres (de Turquie, du Pakistan ou de Somalie par exemple).

Si l'on examine les quatre questions posées à la fois à la première et à la septième édition, on voit que la hiérarchie des migrants les mieux acceptés est très similaire dans les deux cas. La figure 3 montre qu'il y a une meilleure acceptation des migrants de même ethnie que la majorité et moins pour ceux des pays pauvres hors Europe.

Comme pour la question de savoir si les migrants rendent la vie meilleure ou moins bonne dans le pays, nous ne trouvons que des changements minimes entre les attitudes de 2002 et celles de 2014. Toutefois, ces changements ne sont pas du tout uniformes. Il y a une légère évolution positive pour la disponibilité à accueillir des migrants de même groupe ethnique (représentée par la longueur croissante des sections vertes et jaunes des barres de la figure 3). Il y a peu de changement dans l'ensemble sur l'ouverture aux migrants des pays les plus pauvres d'Europe. Et il y a un net changement négatif envers les migrants venant des pays les plus pauvres hors d'Europe. On voit donc que les publics européens

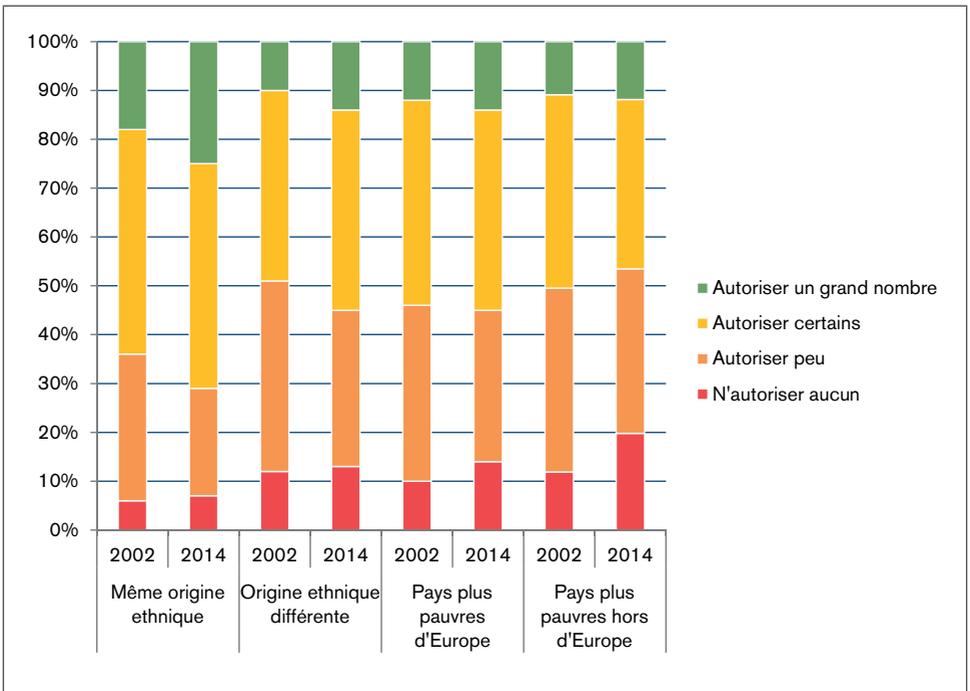
sont assez nuancés dans leurs attitudes envers les migrants. La stabilité d'ensemble cache des évolutions spécifiques contradictoires.

On remarque aussi, pour les quatre types de migrants, que les attitudes se sont polarisées entre 2002 et 2014. Le plus frappant est le cas des attitudes envers les migrants venant de pays pauvres hors Europe : la proportion des Européens qui ne veulent autoriser aucun de ces migrants à venir est passée de 11 % à 20 %. Dans le même temps, il y a une augmentation (limitée) des personnes qui laisseraient beaucoup

de ces migrants entrer dans le pays (de 11 % à 12 %). En d'autres termes, les opinions publiques européennes sont de plus en plus divisées.

Cette exacerbation de la polarisation ne concerne pas tous les pays dans la même mesure. Elle est très marquée dans différents pays d'Europe occidentale qui ont connu des augmentations importantes de l'immigration, comme l'Autriche, la Finlande, l'Espagne, la Suède ou le Royaume-Uni, mais elle s'observe également dans des pays d'Europe de l'Est comme la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie.

Figure 3. Attitudes envers les différentes catégories de migrants en 2002 et en 2014



Source : European Social Survey édition 1, 2002 et édition 7, 2014 (tous les pays ayant participé aux deux éditions)

Les coûts/bénéfices de la migration

Les coûts et bénéfices de l'immigration ont aussi été l'objet de débats considérables, par exemple sur la concurrence pour l'emploi, la mise sous pression des services, ou encore les préoccupations quant à une dilution des cultures nationales. Nous avons donc posé un certain nombre de questions sur la perception des effets de l'immigration. Nous avons posé les quatre questions suivantes :

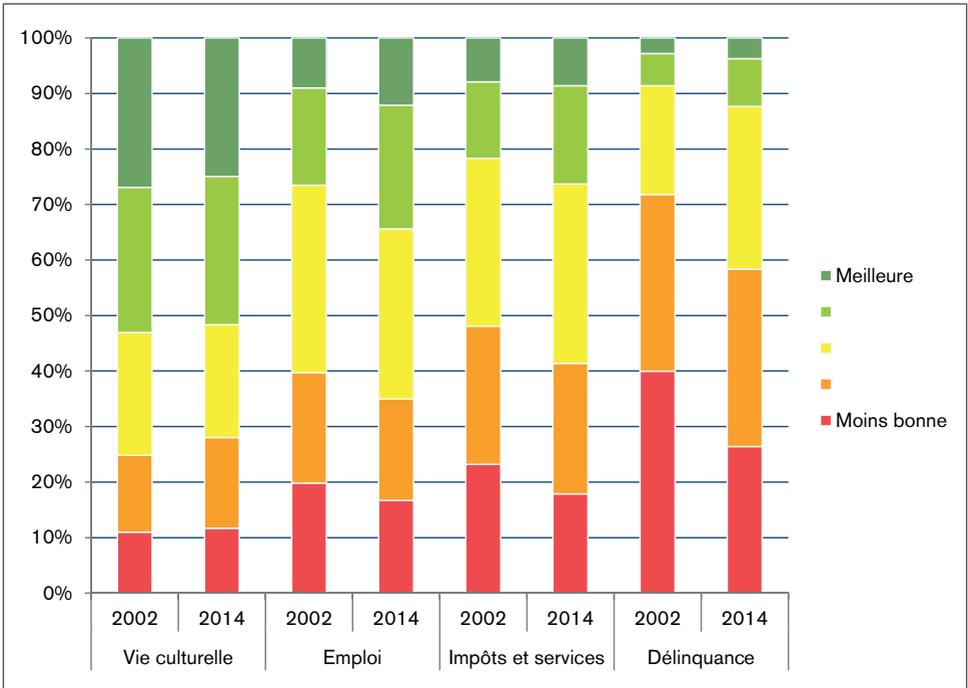
Diriez-vous que, en général, les gens qui viennent vivre ici prennent des emplois aux travailleurs [de ce pays] ou qu'ils aident à créer de nouveaux emplois ?

La plupart des gens qui viennent vivre ici travaillent et payent des impôts. Ils utilisent aussi des services sociaux et de santé. Dans l'ensemble, estimez-vous que les gens qui viennent vivre ici profitent plus qu'ils ne produisent ou qu'ils produisent plus qu'ils ne profitent ?

Diriez-vous que la vie culturelle [de ce pays] est en général appauvrie ou enrichie par les gens d'autres pays qui viennent vivre ici ?

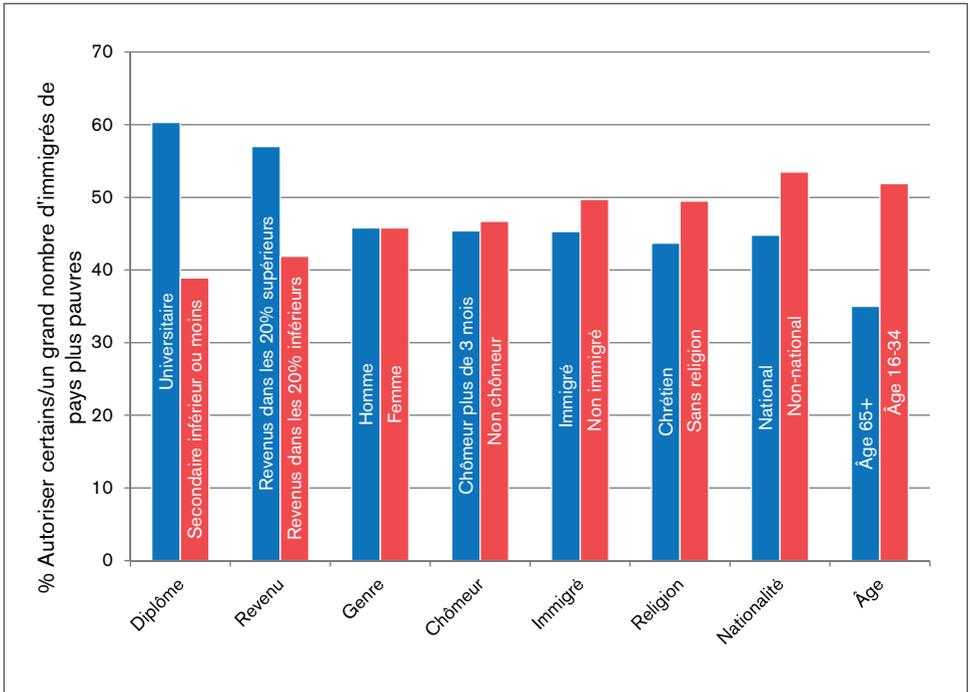
Est-ce que les problèmes de criminalité sont devenus pires ou se sont-ils améliorés [dans ce pays] avec l'arrivée de gens d'autres pays venant vivre ici ?

Figure 4. Perception des effets de l'immigration sur la vie culturelle, sur l'emploi, sur les impôts et services et sur la criminalité dans le pays en 2002 et en 2014.



Source : European Social Survey édition 1, 2002 et édition 7, 2014 (tous les pays ayant participé aux deux éditions)

Figure 5. Différences sociodémographiques dans l'acceptation de « beaucoup » ou seulement de « certains » migrants provenant des pays les plus pauvres hors d'Europe



Source : European Social Survey édition 1, 2002 et édition 7, 2014 (tous les pays ayant participé aux deux éditions)

Les répondants donnaient leur avis sur une échelle de 0 à 10 où 0 correspondait à une vision négative de l'impact de la migration et 10 indiquait une opinion positive. Ces quatre questions ont été posées, sous une forme identique, tant dans la première édition que dans la plus récente, de telle sorte que nous pouvons suivre leur évolution dans le temps.

La figure 4 montre la distribution des réponses et les changements dans le temps. Pour faciliter la lecture du tableau, nous avons regroupé les réponses en cinq catégories, le vert étant le plus positif, les nuances de jaune étant neutre et le rouge étant négatif. Il est quelque peu surprenant,

compte tenu de la prédominance des arguments économiques dans les débats sur l'immigration, que la perception la plus négative des Européens porte sur la criminalité.

Comme nous pouvons le voir sur la figure 4, les perceptions de l'impact des migrations sur la criminalité sont fortement orientées vers le pôle négatif. Une nette majorité en 2014 (60 %) estime que l'immigration a aggravé les problèmes de criminalité. Les avis sont également assez négatifs quant à la balance entre impôts payés et services utilisés. Les gens qui pensent que les immigrants contribuent plus qu'ils ne reçoivent (26 %) sont dépassés en nombre par ceux qui pensent qu'ils

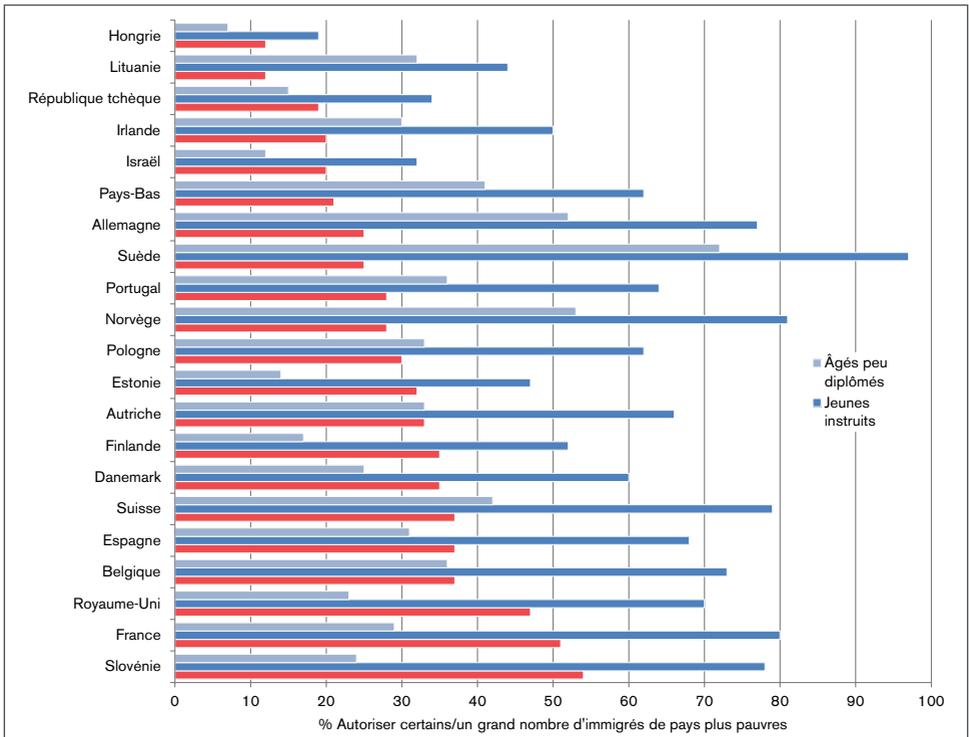
reçoivent plus (42 %). Par contre, les répondants sont moins négatifs quant à l'impact des migrants sur l'emploi ainsi que sur l'impact culturel de l'immigration. Ceci laisserait penser que des problèmes immédiats et pratiques, en rapport avec la délinquance et la disponibilité des services, sont des préoccupations prioritaires des publics européens.

Cependant, la figure 4 montre aussi une nette évolution positive sur trois des quatre questions. Seul l'impact culturel de l'immigration montre un léger changement dans un sens négatif. Ainsi donc, les préoccupations d'ordre culturel qui n'étaient pas prioritaires, acquièrent une

importance croissante au fil du temps.

La tendance générale des préoccupations quant aux impacts de l'immigration est assez similaire dans les différents pays européens. Dans l'ensemble des 21 pays, la perception la plus négative concerne l'impact sur la délinquance et la moins négative l'impact sur la vie culturelle. Toutefois, dans certains pays, les répercussions sur l'emploi sont perçues comme plus importantes que celles sur les services. C'est le cas en Pologne, au Portugal et en Slovaquie, trois pays qui ont tous des taux de chômage élevés. Pourtant, l'Espagne, qui a le taux de chômage le plus élevé de tous, reste dans la moyenne.

Figure 6. Ecarts en pourcentage entre les jeunes très instruits et les plus âgés peu diplômés dans leur acceptation de migrants venant des pays plus pauvres hors d'Europe



Source : European Social Survey édition 7, 2014

Sources de discordes intra-pays quant à l'immigration

Les opinions publiques européennes ne sont absolument pas homogènes dans leurs attitudes face à l'immigration, et comme nous l'avons déjà vu à la figure 3, cette polarisation interne s'accroît avec le temps. Des recherches antérieures ont montré que les attitudes face à l'immigration sont fortement liées à l'âge, à la situation économique et au niveau d'études.^{xi}

Les résultats de la 7^{ème} édition de l'ESS le confirment: la figure 5 compare les attitudes des personnes selon leurs caractéristiques sociales et leur position dans la société. Nous nous limiterons à présenter les attitudes quant à l'immigration de pays pauvres hors d'Europe, mais la configuration est sensiblement la même pour les attitudes envers les autres groupes.

La figure 5 montre que le plus grand degré de polarisation s'observe entre les très instruits (universitaires) et les moins diplômés (diplôme secondaire inférieur au maximum), où l'écart est de 21 points. Vient ensuite l'effet d'âge, où les jeunes sont plus favorables à l'immigration que les personnes âgées. Après l'âge, c'est l'effet de revenu qui joue, avec un écart entre le quintile supérieur (les 20% les plus aisés) et le quintile le plus bas (les 20% gagnant le moins) de 15%. Les différences entre hommes et femmes, entre chrétiens et non religieux, ainsi qu'entre migrants et non migrants sont relativement faibles en comparaison. On voit cependant aussi une grande différence selon la nationalité. Ceci pourrait refléter un positionnement plus cosmopolite des non-nationaux.

Il est probable que différents mécanismes soient en jeu derrière les différentes lignes de clivage social. Il est probable (même si il est impossible d'en être certain) que ce soit une différence générationnelle qui explique les différences liées à l'âge : les générations qui ont grandi en Europe

occidentale avant les vagues de migration massive sont plus négatives que celles qui ont grandi à des époques plus récentes et pour qui la diversité a toujours fait partie de leur expérience quotidienne. Il est probable aussi que différentes expériences formatrices, plutôt que l'avancée de l'âge elle-même, expliquent en grande partie les différences que l'on mesure en fonction de l'âge. En revanche, les différences d'éducation et de revenu peuvent refléter le degré auquel les moins diplômés et les revenus les plus bas se sentent davantage menacés culturellement et économiquement.

L'intensité de ces clivages sociaux varie considérablement d'un pays à l'autre. Pour explorer ces différences, on va comparer l'ampleur des écarts entre les jeunes gens instruits d'une part et âgés moins instruits d'autre part dans leur acceptation des migrants venant de pays pauvres hors d'Europe. La figure 6 montre ces différences entre pays.^{xii}

Comme nous pouvons le constater, le degré de polarisation varie énormément d'un pays à l'autre. Les écarts atteignent près de 50% en Grande-Bretagne et en France, par exemple, contre moins de 20 % en Hongrie, en Lituanie ou en République tchèque. L'ampleur de la polarisation tend à être plus petite dans des pays qui, comme la Hongrie, sont globalement les plus hostiles à l'immigration, comme la figure 1 l'a montré. Mais certains pays qui sont dans l'ensemble assez favorables à l'immigration – tels que le Danemark et la Finlande – sont également très divisés en termes socio-économiques. Ceci suggère que les questions liées à l'immigration ont un potentiel de discordes politique dans les pays nordiques ainsi que dans des pays d'Europe occidentale comme la Grande-Bretagne et la France..

Conclusions

Comme lors des recherches menées sur base de la première édition de l'ESS, nous constatons des différences considérables entre les opinions publiques européennes dans leurs attitudes vis-à-vis de l'immigration. Ainsi la question demandant si l'immigration rend le pays meilleur ou moins bon à vivre montre une position globale assez neutre en 2014 comme en 2002, mais nettement différenciée entre le nord et l'ouest d'une part, le sud et l'est de l'Europe d'autre part, ces derniers pays ayant des attitudes plus négatives.

Même si l'on observe des petites variations vers des attitudes plus positives dans certains pays, la tendance globale des opinions publiques est à la stabilité. Pourtant, cette stabilité globale masque des tendances contradictoires dans les attitudes à l'égard des groupes spécifiques de migrants. Ainsi, les Européens sont devenus légèrement plus favorables envers les migrants appartenant au même groupe racial ou ethnique que la majorité de leur pays. Par contre, ils sont devenus nettement plus fermés aux migrants venant de pays plus pauvres hors d'Europe (ce groupe étant déjà le moins bien accepté en 2002).

Nous voyons aussi des contrastes dans les changements de perception des coûts et bénéfices de l'immigration. Dans l'ensemble, les

perceptions sont négatives pour les conséquences sur la délinquance et sur les services publics, même si ces craintes se sont quelque peu dissipées entre 2002 et 2014. En même temps, l'impact perçu des migrations sur la vie culturelle du pays est devenu un peu plus négatif.

Nous devons encore relever des indications d'une polarisation croissante au sein des sociétés. Il est particulièrement frappant de voir une augmentation à la fois de ceux qui n'accepteraient aucun migrant de pays plus pauvres hors d'Europe, et en même temps, à l'autre extrémité, de ceux qui en laisseraient venir un grand nombre. Nous soupçonnons que cette polarisation ait surpris les décideurs politiques et ait contribué à la difficulté de gérer les attentes des publics européens.

Les décideurs seront aussi surpris par l'accent mis par le public européen sur l'impact négatif de l'immigration en matière de délinquance et sur le fonctionnement des services. Une grande partie du débat public a porté sur l'impact économique global de la migration, mais il se pourrait que les publics européens soient plus préoccupés par les conséquences pratiques quotidiennes de la migration que sur des enjeux plus larges, mais plus éloignés d'eux.

Notes

ⁱ Les détails des sources de données sont les suivants:

ESS édition 1: European Social Survey Round 1 Data (2002). Data file edition 6.4. NSD - Norwegian Centre for Research Data, Norway – Data Archive and distributor of ESS data for ESS ERIC.

ESS Round 7: European Social Survey Round 7 Data (2014). Data file edition 2.0. NSD - Norwegian Centre for Research Data, Norway – Data Archive and distributor of ESS data for ESS ERIC.

ⁱⁱ La Lettonie a également participé à l'édition 7 de l'ESS mais des retards dans la collecte et le traitement des données n'ont pas permis de l'inclure dans cette publication.

ⁱⁱⁱ Voir www.europeansocialsurvey.org pour des détails complémentaires sur les pays participants, les échantillons, les questionnaires et les taux de réponse.

^{iv} L'Estonie et la Lituanie n'ont pas participé à l'édition 1 de l'ESS, raison pour laquelle il n'y a pas de données longitudinales pour ces pays. Les détails complets des questions sont disponibles dans: European Social Survey, (2002). ESS Round 1 Source Questionnaire. London: ESS ERIC Headquarters, Centre for Comparative Social Surveys, City University London and European Social Survey, (2014). ESS Round 7 Source Questionnaire. London: ESS ERIC Headquarters, Centre for Comparative Social Surveys, City University London.

^v L'OCDE fournit des données sur l'évolution du nombre de personnes nées à l'étranger sur la décennie 2003-2013 (ou pour des durées plus courtes) pour la plupart des pays européens. Seul Israël présente une diminution. On note des progressions particulièrement importantes de 20% ou plus en Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Hongrie, Irlande, Norvège, Slovaquie, Espagne, Suède et Royaume-Uni, et des augmentations plus limitées en France, Allemagne, Pays-Bas et Suisse. Voir OECD, International Migration Outlook 2015, Statistical Annex, Table B4.

^{vi} L'analyse a été effectuée sur l'échantillon total des répondants à l'ESS. Les pondérations d'échantillonnage ont été appliquées aux analyses du niveau national. Les pondérations liées à l'échantillonnage et aux tailles de population ont été appliquées aux analyses combinant plusieurs pays pour prendre en compte leur taille démographique respective. Les résultats ne tiennent pas compte des réponses « ne sait pas » ni des refus.

^{vii} En Hongrie, Israël et Slovaquie, les évolutions des moyennes ne sont pas significatives au seuil de probabilité de 5%

^{viii} Voir par exemple Sides, John and Jack Citrin (2007), European opinion about immigration: the role of identities, interests and information, *British Journal of Political Science* 37: 477-504; Semyonov, Moshe, Rebeca Rajman and Anastasia Gorodzeisky (2008), Foreigners' impact on European Societies: public views and perceptions in a cross-national comparative perspective. *International Journal of Comparative Sociology* 49: 5-29.

Notes

^{ix} Voir par exemple: Pettigrew, Thomas F. and Linda R. Tropp (2008), How does intergroup contact reduce prejudice?, *European Journal of Social Psychology* 38: 922-934; Schlueter, Elmar and Ulrich Wagner (2008) Regional differences matter: examining the dual influence of the regional size of the immigrant population on derogation of immigrants in Europe, *International Journal of Comparative Sociology* 49: 153-173..

^x Pour réduire l'échelle de onze à cinq catégories, nous avons regroupé les codes 0, 1 et 2 ; 3 et 4 ; 6 et 7 ; 8, 9 et 10 ; et conservé la position centrale 5 comme catégorie spécifique.

^{xi} Voir par exemple: Kunovich, Robert M. (2004) Social structural position and prejudice: an exploration of cross-national differences in regression slopes, *Social Science Research* 33: 20-44. Semyonov, Moshe, Rebeca Rajjman and Anastasia Gorodzeisky (2008) Foreigners' impact on European Societies: public views and perceptions in a cross-national comparative perspective, *International Journal of Comparative Sociology* 49: 5-29.

^{xii} Dans une analyse multivariée, qui nous permet d'isoler les effets propres de caractéristiques socioéconomiques en contrôlant les autres variables, l'effet de revenu est fortement réduit tandis que les effets de diplôme et d'âge demeurent. Il faut remarquer que dans les mesures de l'ESS, il y a un taux élevé de non-réponse pour le revenu du ménage (plus de 20% en Autriche, République tchèque, Hongrie, Irlande, Israël, Lituanie, Pologne, Slovaquie et Espagne)

^{xiii} Pour construire les catégories de « jeunes très instruits » et « âgés peu diplômés », nous utilisons les mêmes définitions que pour la figure 5, c'est-à-dire que les jeunes sont les 34 ans ou moins et les âgés 65 ans ou plus. Les « très instruits » ont un diplôme universitaire et les peu diplômés ont au maximum un diplôme secondaire inférieur. La variable dépendante, comme dans la figure 5, est le pourcentage de ceux qui laisseraient entrer « certains » ou « beaucoup » de migrants venant de pays plus pauvres hors d'Europe. Il faut noter que dans certains pays, comme la Slovaquie, le nombre de « jeunes très instruits » est assez réduit et donc les intervalles de confiance plutôt grands. Il faut donc faire preuve de prudence dans les conclusions concernant des pays spécifiques.

A propos de l'ESS

L'Enquête Sociale Européenne est une Infrastructure de Recherche Européenne (ESS ERIC) qui fournit gratuitement des données comparatives portant sur les attitudes et les comportements publics dans le temps. L'ESS est une enquête universitaire qui est réalisée partout en Europe depuis 2001. Ses jeux de données contiennent les résultats de presque 350 000 entretiens réalisés tous les deux ans auprès de nouveaux échantillons de population. L'étude mesure les attitudes, les croyances et les schémas comportementaux de diverses populations dans plus de trente pays.

Thématiques de l'ESS:

- Confiance dans les institutions
- Participation politique
- Valeurs socio-politiques
- Valeurs morales et sociales
- Capital social
- Exclusion sociale
- Allégeances religieuses, ethniques et nationales
- Bien-être, santé et sécurité
- Composition démographique
- Niveau d'éducation et statut professionnel
- Situation financière
- Composition du ménage
- Bien-être subjectif
- Confiance dans la justice pénale
- Perceptions et expériences des âges de la vie
- Citoyenneté, participation et démocratie
- Immigration
- Famille, travail et bien-être
- Probité économique
- Organisation du déroulement de la vie

Découvrez l'ESS ERIC et accédez à ses données à l'adresse: www.europeansocialsurvey.org

Découvrez les informations concernant les catégories de bien-être en Europe sur un site spécifiquement créé par l'ESS: www.esswellbeingmatters.org

Suivez l'ESS sur Twitter @ESS_Survey



Cette publication a été financée par le programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union Européenne avec le contrat de subvention N°676166.

Publié par l'ERIC de l'Enquête Sociale Européenne
City, University of London,
Northampton Square, London
EC1V 0HB, United Kingdom
Février 2018

Traduction française fournie par Patrick Italiano, NC Belgique francophone, Université de Liège, Belgique

L'ESS s'est vu attribuer le statut de Consortium d'Infrastructure de Recherche Européenne (ERIC) en 2013. Au cours de l'édition 7, l'ESS ERIC était composé de 14 membres et de 2 pays observateurs.

Membres:

Autriche, Belgique, République tchèque, Estonie, France, Allemagne, Irlande, Lituanie, Pays-Bas, Portugal, Slovénie, Suède, Royaume-Uni.

Observateurs:

Norvège, Suisse.

Autres participants:

Danemark, Finlande, Hongrie, Israël, Lettonie, Slovaquie et Espagne.

Groupes consultatifs de l'Assemblée Générale de l'ESS ERIC : Methods Advisory Board (Conseil Consultatif Méthodes - MAB), Scientific Advisory Board (Conseil Consultatif Scientifique - SAB) et le Comité Finances (FINCOM).

Le siège de l'ESS ERIC est situé à la City University de Londres, où son directeur (Rory Fitzgerald) est basé.

L'équipe scientifique centrale de l'ESS ERIC comprend le GESIS - Institut de Sciences Sociales de Leibniz (Allemagne); l'Université Catholique de Louvain (KUL - Belgique), le NSD - Centre Norvégien pour les données de recherche (Norvège), le SOR - Institut Néerlandais de Recherche en Sciences Sociales (Pays-Bas); l'Université Pompeu Fabra (Espagne) et l'Université de Ljubljana (Slovénie).

Le Forum des Coordinateurs Nationaux (NC) implique les Coordinateurs Nationaux de l'ESS de tous les pays participants.

